Dixième Année. — N° 26 PARIS & DÉP.: 0 fr. 10 ❖ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 29 Oct. au 4 Nov. 1904*

Les Temps Nouveaux

POUR LA FRANCE
Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 ❖ PARIS-V^e^

Ils n'oseraient pas ! **Charles Albert.**
Des Faits.
Le Trade-Unionisme et l'Esprit du Peuple américain, (suite), **Laurent Casas.**
Crocs et Griffes. **P. D.**
La Lutte contre la Tuberculose et la Question des sanatoriums (suite), **M. Pierrot.**
Campagne anti-policière, **J. Grave.**
Mouvement social : France, **Delucheux, R. Ch., P. Delesalle, Galhauban** ; Russie, Suisse, Etats-Unis, **A. Klemencic** ; Transvaal, Mandchourie.
Variétés : L'A B C de l'Astronomie (*suite*), **F. Stackelberg.**
Correspondances et Communications.
Convocations.
Petite Correspondance.

Ils n'oseraient pas !

Hécatombes humaines, Hideuses tueries, Carnage sans précédent ! voilà ce qui se lit depuis quelques semaines à la manchette des journaux. Soixante mille morts et blessés pour la seule bataille de Liao-Yang. Le compte n'est pas fini pour les divers combats qui viennent de se livrer sur le Chaho et plus d'un tas de cadavres pourrit encore ignoré. Mais de l'aveu de tous, la boucherie fut plus effroyable encore. On parle de 42.000 hommes pour les seuls Russes et il y eut des convois de 30.000 blessés. Pour retrouver d'aussi gros chiffres, il faut remonter jusqu'aux plus sombres heures des annales rouges. Il ne se fit guère mieux à Sedan, Waterloo et Leipzig.

La lutte dépasse, paraît-il, en férocité tout ce que l'on connaît. Les batailles durent 8 jours et 8 nuits comme à Liao-Yang, 10 jours et 10 nuits comme au Chaho, sans repos, sans quartier. On ne s'arrête, littéralement, de tuer que lorsque les soldats tombant de faim, harassés de fatigue, n'ont plus la force de charger leur fusil ou de pousser leur baïonnette. Il y a quelques détails qui en disent long. Les mêmes positions sont prises et perdues dix fois de suite. Dans un des plus petits retranchements enlevés par les Russes, on n'a pas compté moins de 600 cadavres. De certains régiments une petite poignée d'hommes seule survit, et il est une division entière dont les unités fortes de 4.000 soldats au début de la campagne n'en comptent plus que 800 aujourd'hui. La consommation de projectiles, paraît-il, est effrayante : elle dépasse dans d'énormes proportions celle de toutes les autres guerres.

Mais coupons au hasard à travers les dépêches :

Aujourd'hui est passé à Moukden un général de division blessé au pied. Sa division devait attaquer les hauteurs rocheuses du front est de la bataille. D'après le dire du général, l'attaque fut inouïe, les pertes épouvantables. Les soldats gravissaient sous une grêle de balles des pentes verticales, perdant cinq camarades sur six. La 6^e^ compagnie du 23^e^ régiment sibérien atteignit le sommet, se précipita sur les redoutes, mais fut reçue par les baïonnettes. Le capitaine fut élevé en l'air par les baïonnettes. Le reste de la compagnie périt avant l'arrivée des compagnies suivantes.

Un échantillon maintenant de la façon dont les choses se passent sous les murs de Port-Arthur :

A la dernière attaque, les pertes japonaises furent énormes ; quelques jours après, on voyait encore les blessés lever les bras, dans un geste d'appel. On ne pouvait pas les secourir, parce que le feu était incessant.

L'acharnement de la lutte était indescriptible, unique dans l'histoire. Les Japonais s'élançaient à la baïonnette, comme des fous, et en colonnes profondes où les obus creusaient de terribles sillons.

Chaque fois qu'ils arrivèrent sur les lignes russes, des mêlées horribles eurent lieu, où les blessés luttaient encore jusqu'à la mort.

On ne fit pas de quartier. On a trouvé des couples enlacés frénétiquement, les dents à la gorge et les doigts dans les yeux, morts ainsi.

Dans la dernière attaque, la neuvième division japonaise fut lancée en deux colonnes, d'une brigade chacune. La première ayant faibli sous l'avalanche de fer, le général commandant la deuxième fit tirer sur elle et l'extermina.

La rage était telle qu'à portée de voix les Japonais tendaient les poings en proférant des injures.

Déjà les environs ne sont plus qu'un immense charnier où pourrissent des milliers de cadavres qu'on ne peut ramasser. L'odeur est si forte que les soldats russes doivent se boucher les narines avec des tampons camphrés.

Et l'on ne songe pas à s'arrêter. Personne ne cherche la transaction honorable. La Russie veut « une grande victoire ». Le Japon, de son côté, veut que son adversaire demande grâce. « Si nous ne sortons pas victorieux de l'aventure, déclare le vicomte Hayashi, ce sera alors une guerre sans merci, une guerre qui épuisera les deux pays de telle façon qu'il ne pourra presque plus alors être question de conditions. » Voilà les intéressés prévenus. Plus de 100.000 hommes sont déjà morts ou mutilés. On en massacrera encore 100.000, 200.000, autant de centaines de mille qu'il faudra. On ira jusqu'au bout du crime et jusqu'au bout de la folie. Pour l'instant, chacun fait son compte. Non pas son compte d'hommes, car il n'y a pas disette d'hommes, mais son compte d'argent. Le vainqueur sera celui qui fera le plus tard faillite.

Voilà comment on fait la guerre, aujourd'hui.

Et pourquoi la fait-on ? Oui, pourquoi ces fleuves de sang et ces montagnes de cadavres ? Pourquoi tous ces crimes et toutes ces souffrances ? Pourquoi la destruction de tant de richesses, le gaspillage de tant d'énergie ? Uniquement pour savoir si le gâteau mandchou sera dévolu aux grands seigneurs de la finance russe ou aux grands seigneurs de la finance japonaise. Uniquement pour que les brasseurs d'affaires et faiseurs d'argent de l'une ou l'autre nation, suivant l'issue de la guerre, ne soient gênés par aucune concurrence.

Retournez l'histoire comme vous voudrez, elle n'a pas d'autre sens. Des milliers de braves gens se battent comme des fous, comme des enragés, comme s'ils défendaient leur vie, celle de leur femme et de leurs enfants. Or, ils n'ont rien à défendre. Mais deux petites troupes d'aigrefins attendent qu'on leur ait fait abord facile et place nette là où ils veulent opérer.

On disait volontiers depuis quelques années : Ils n'oseraient pas. Nos moyens de meurtre sont trop terribles pour qu'on commence à s'en servir. De tous les points du globe une réprobation trop grande se lève contre les massacres humains pour qu'on ose la braver. Passe encore, de-ci de-là, quelque aventure coloniale, mais une grande guerre, une vraie guerre, jamais !

Nous voyons aujourd'hui qu'ils osent et jusqu'où ils osent. Nous voyons que jamais

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

ils n'osèrent davantage, ni plus effrontément. Par la façon dont elle fut entreprise, par la façon dont elle est conduite, cette guerre n'est-elle pas de tous les défis portés à l'humanité et à la raison l'un des plus audacieux?

Sachons du moins entendre, quant à nous, la leçon si claire, si nette que nous apporte cette guerre, après tant d'autres. Pour peu qu'ils y trouvent leur intérêt, ou croient l'y trouver, les gouvernants et trafiquants de tous ordres, nos maitres, nous font mettre en rang sans l'ombre d'un scrupule pour les aventures d'où l'on ne revient pas. Laissons donc les messieurs des classes dirigeantes discuter à leur aise tactique militaire, équilibre diplomatique et choc des races. Songeons nous autres à nous défendre, le cas échéant, contre les massacreurs.

On nous dira peut-être que de toutes les grandes nations, seul le Japon et seule la Russie, par l'ensemble des conditions où ils se trouvent placés l'un et l'autre, pouvaient être entraînés vers d'aussi épouvantables catastrophes. C'est possible. En tout cas n'attendons pas d'en avoir fait l'expérience. Il serait trop tard.

Pour être sûrs que les jours sanglants ne se lèveront pas pour nous, comme ils se sont levés pour nos malheureux frères de Russie et du Japon, prenons d'avance nos mesures. Pour être sûrs d'avoir la paix, ne l'attendons de personne comme un cadeau, imposons-la nous-mêmes comme notre ordre, comme notre loi. Concluons-la nous-mêmes solide, définitive avec nos pairs les travailleurs de tous les autres pays. A chaque occasion faisons connaître que nous ne nous laisserions plus conduire au massacre. On ne songera plus alors à nous y traîner. Afin de pouvoir résister si l'on voulait tout de même nous imposer la guerre, resserrons sans cesse, fortifions de toutes les manières qui sont en notre pouvoir l'entente internationale des travailleurs.

Prenons l'habitude de spécifier que cette entente vaut non seulement contre l'exploitation patronale, mais aussi contre les risques de mitraille.

CHARLES ALBERT.

A QUOI SERT L'IMPOT. — *On lit, dans* l'Action régionaliste, *le résultat des recherches d'un statisticien sur le nombre des fonctionnaires de l'arrondissement de Provins (Seine-et-Marne); et la portion que prélèvent les dits rongeurs sur l'ensemble des contributions de cet arrondissement.*

Celui-ci comprend 5 cantons et 101 communes; il est vaste de 1.234 kilomètres carrés, peuplé de 51.000 habitants.

Il a payé, l'année dernière, tant à l'Etat qu'au département et aux communes, à titre de contributions directes, la somme de 1.962.401 francs, — soit une moyenne de 38 fr. 50 par habitant.

Or, sur cette somme de 1.962.401 francs, les 980 fonctionnaires nationaux, départementaux et communaux, campés dans l'arrondissement, prélèvent 1.335.355 francs à titre de traitements.

Soit : 68 o/o, plus des deux tiers...

Vive la République bureaucratique et sociale!

C.

Le Trade-Unionisme

ET

L'ESPRIT DU PEUPLE AMÉRICAIN

(*Suite*) (1)

II

Pour beaucoup, même de ceux qui combattent l'organisation défectueuse des Trade-Unions, le trade-unionisme aurait eu un grand avantage pour le prolétariat : celui d'élever et de maintenir le taux des salaires.

Tant que les Etats-Unis d'Amérique n'eurent pas atteint leur maximum de production, il fut facile aux Trade-Unions d'exiger des capitalistes des salaires relativement très élevés, d'autant plus qu'il fut aussi très aisé aux « trusts » des patrons de surenchérir le prix de vente de leurs produits dans des proportions souvent supérieures à l'augmentation de salaire accordée à leurs ouvriers. Dans une conférence qu'il faisait à Chicago, l'année dernière, un professeur de sociologie, dont le nom m'échappe, démontra que pendant les deux précédentes années, où la plupart des grèves s'étaient terminées par une augmentation de salaire, dont la moyenne ne dépassait pas 10 0/0, le prix des articles de consommation, des vêtements, des meubles, des loyers des maisons avait augmenté de 25 à 30 0/0 — ces chiffres sont généraux pour tous les Etats-Unis.

Mais aujourd'hui que depuis une dizaine d'années au moins, les Etats de l'Union ont atteint leur maximum de production et que la surproduction des produits de toute sorte croît chaque jour de plus en plus, les capitalistes se voient obligés de faire concurrence aux marchés étrangers, et si l'on ajoute à cela la surabondance de bras qui augmente d'une façon effrayante, l'on comprendra facilement combien est intense la crise ouvrière qui menace de sévir de plus en plus sur le prolétariat américain tout entier. Voici une statistique publiée par un des plus grands journaux américains, *The Saint-Louis Post Dispatch*, montrant le nombre d'ouvriers qui ont été remerciés sur les différents points des Etats-Unis, durant ces trois derniers mois (mai, juin, juillet). Ce nombre qui atteint le chiffre de 655.000, se décomposerait ainsi : ouvriers des chemins de fer 120.000 ; des fabriques de New England 80.000 ; des fabriques de conserves, 75.000 ; travailleurs du fer et de l'acier, 140.000 ; mineurs des mines de charbon, 60.000 ; ouvriers de diverses professions, 180.000. Un journal de Chicago estime que ce chiffre atteint un total de un million.

Les capitalistes craignant les exigences des unions ouvrières, ont résolu de combattre à outrance le trade-unionisme américain. Je traduis du *New York Independent*, dans un article signé : William English Walling, ces lignes qui suffiront à prouver l'esprit de réaction qui domine dans la république des dollars :

« Le patronat des Etats-Unis se prépare pour une nouvelle campagne contre les unions ouvrières. Elle sera soutenue dans cette lutte par la presse, par les classes moyennes, par l'opinion publique, en général, et par le plus grand tribunal de l'arbitrage du travail du pays (2). La lutte sera décisive, non pas seulement en ce qui concerne la question industrielle, mais aussi dans l'avenir politique et social des Etats-Unis. Si cette campagne est victorieuse pour le patronat, ce sera l'élimination des Trade-Unions comme facteur de l'industrie américaine. Si au contraire elle devient une défaite, aucun contrôle du gouvernement ne pourra empêcher les unions ouvrières, dont le progrès va toujours croissant, de dominer l'industrie tout entière. Les patrons sont presque tous complètement organisés pour la lutte. Le public ne se fait pas encore une idée de tout ce qui a été fait depuis la grève des mines de charbon. Les manufacturiers et les entrepreneurs ne seront plus seuls. Ils sont soutenus pécuniairement par les intérêts commerciaux, par les Compagnies de chemins de fer et par les banques. L'évidence de leur coopération se manifeste de tous côtés. A Chicago et à Saint-Louis, l'on a formé une caisse au capital de un million de dollars, destinée pour la première éventualité. Un membre du comité de « The Saint-Louis Association » m'a déclaré que les banques sont l'âme de cette organisation. »

De toute part se manifeste l'attitude agressive des capitalistes envers les Trade-Unions. Vers le mois dernier, 11.000 charpentiers, appartenant aux Unions de New-York et de New-Jersey, se mirent en grève pour protester contre une *diminution de salaire*. Ils furent obligés de reprendre le travail sous la menace d'un « lock-out » de la part des entrepreneurs coalisés.

Les plombiers et les zingueurs de New-York, s'étant déclarés en grève pour demander une augmentation de salaire, aussitôt l'association des entrepreneurs, à la date du 4 août, envoie l'ultimatum suivant aux unions intéressées : « Si tous les grévistes ne reprennent pas le travail demain matin à l'heure habituelle, nous ferons un « lock-out » général contre toutes vos unions, et aucun ouvrier unioniste ne sera plus admis à travailler pour nous. » Si le « lock-out » avait eu lieu, il aurait compris plus de 50.000 ouvriers. »

Les mouleurs en fer et parties similaires de Worcester, Etat du Massachusetts, parlent de se mettre en grève pour protester contre une *réduction de salaire* de 25 sous par jour que l'on veut leur imposer.

Les ouvriers des fonderies d'acier de la Compagnie de Pittsburg, à Glossport, Pensylvanie, ont été avisés que, s'ils n'acceptaient pas *une réduction de salaire* de 10 0/0, les usines seraient fermées indéfiniment.

Six mille mineurs des mines de charbon des environ de Birmingham (Alabama), se sont déclarés en grève pour protester contre une *réduction de salaire*. Les propriétaires des mines menacent les grévistes d'employer envers eux les mêmes moyens mis en usage dans le Colorado.

Actuellement 30.000 ouvriers sont en grève dans les fabriques de coton de Fall River (Massachusetts). Les capitalistes veulent imposer aux grévistes *une réduction de salaire* de 12 1/2 0/0. Le *New-York Journal of Commerce* dit à ce sujet : « Si le travail est capable de coopérer avec le capital, dans leur intérêt commun, le moment de le prouver est venu. Les manufacturiers de Fall River subissent une crise très grande dans l'industrie du coton ; s'ils continuent à payer à leurs ouvriers les mêmes salaires, ils ne pourront plus réaliser aucun bénéfice. Donc, n'est-il pas logique que les patrons proposent à leurs ouvriers une réduction de salaire de 12 0/0, pendant toute la durée de la crise ? »

Là le journal ultra-capitaliste termine par des insultes et des calomnies des plus infâmes à l'égard des malheureux grévistes et il a le cynisme d'ajouter : « Ces ouvriers qui préfèrent « l'oisiveté que de travailler avec leurs patrons « pour le bien-être « commun ».

Dans presque toutes les villes un peu importantes des Etats-Unis, il existe une association composée de capitalistes, patrons, commerçants, banquiers et de toute la clique bourgeoise. Cette association est connue sous le nom

(1) Voir le numéro 25.

(2) On fait allusion à des opinions émises par le fameux tribunal d'arbitrage nommé par Roosevelt qui, il y a deux ans, roula les mineurs de la Pensylvanie.

de « The Citizen's Alliance » (l'Alliance des citoyens) et elle a pour but de combattre les unions ouvrières par tous les moyens possibles. Exemple : les atrocités encore récentes du Colorado.

Le moyen le plus généralement employé par cette alliance d'affameurs est le « open shop » et le « lock-out ».

Ce dernier terme est déjà ancien et par conséquent est généralement connu. Le « open shop » est un terme plus récent et, pour les capitalistes, il consiste à obliger les ouvriers des Trade-Unions à travailler avec des non-unionistes. Depuis la grande grève des ouvriers du métropolitain qui eut lieu au printemps 1903 et qui se termina par une défaite pour le Trade-Unionisme, les « open shops » sont très nombreux dans les grandes villes des Etats-Unis. Comme on le comprendra, les membres des unions ouvrières travaillant dans un « open shop » sont obligés d'accepter les mêmes conditions que les non-unionistes qui travaillent avec eux. Ainsi, par exemple, à New-York, où le salaire exigé par l'Union des charpentiers et menuisiers est de quatre dollars et demi par jour, dans les « open shops », les ouvriers unionistes sont obligés de travailler pour deux dollars et demi par jour.

L'Union des travailleurs du cuir de Boston (Massachusetts) viennent de se mettre en grève pour protester contre les « open shops ».

La grève de « the United Garment Workers », l'Union des ouvriers du vêtement de New-York, contre les « open shops », vient de se terminer par une défaite pour les ouvriers unionistes.

Les grévistes, au nombre de 23.000, ont repris le travail en consentant à travailler dans les « open shops ».

A Hartford (Connecticut), tous les ouvriers du bâtiment se sont mis en grève ; les entrepreneurs leur ont répondu par un « lock-out général ».

La grève des mineurs de l'Utah, demandant la journée de huit heures et la reconnaissance par les patrons de leurs Unions, continue. Dans le Colorado, la terreur capitaliste règne toujours. Enfin partout, dans les Etats-Unis, il y a des grèves partielles et presque toutes se terminent par le « lock-out » ou par le « open shop », ou, ce qui revient au même, par une diminution de salaire.

Le trade-unionisme américain, mis face à face avec le capital, montre son impuissance à maintenir les revendications des travailleurs; il ne saurait en être autrement. Aussi nous pouvons présager, sous peu, une défaite générale pour toutes les unions ouvrières.

Les capitalistes déclarent hautement, dans toutes leurs associations et dans tous les journaux : « Nous voulons anéantir toutes les unions ouvrières. »

Voici encore un autre exemple tout récent : six cent cinquante-six patrons de Boston, représentant ensemble quarante-huit industries différentes, et ayant sous leurs ordres des milliers d'ouvriers, ont formé une puissante organisation dans le but de combattre les unions ouvrières. Ces honorables exploiteurs sont affiliés à la « National Manufacturers Association », association nationale des manufacturiers — qui se propose d'exterminer le trade-unionisme.

Le trade-unionisme n'ayant d'autre but que l'augmentation du salaire et n'ayant d'autre arme de lutte que le dollar, ne peut répondre au défi des capitalistes coalisés par ces mots qui relèveraient le prestige et la dignité des unionistes américains : Nous lutterons jusqu'au « bout pour l'émancipation du prolétariat que « nous réaliserons par la suppression du capi- « talisme. »

Les unions ouvrières luttent contre les patrons et contre les capitalistes pour obtenir une augmentation de salaire de quelques sous, ou pour maintenir le taux du salaire qu'elles possèdent déjà, mais elles n'ont encore pu concevoir l'idée de combattre le patronat et le capitalisme.

Lutter pour l'émancipation du prolétariat, est une chose qui est encore inaccessible à sa neutralité. Le trade-unionisme respecte les patrons, les capitalistes, et tout ce qui représente l'ignoble société bourgeoise qui nous régit, nous exploite et nous assassine. En déclarant la guerre au trade-unionisme, les exploiteurs américains coalisés favorisent notre propagande. Lorsque les Trade-Unions vaincues et ruinées, jusqu'à leur dernier dollar, auront compris qu'entre le capital et le travail, c'est une lutte où l'un des adversaires doit abattre l'autre, il nous sera facile de faire entendre notre voix de révolte parmi les travailleurs des Etats-Unis d'Amérique.

(*A suivre.*) LAURENT CASAS.

CROCS ET GRIFFES

De l'ex-socialiste, révolutionnaire blanquiste, membre du Comité central, etc., etc... J.-L. Breton, ces lignes que nous découpons dans la Petite *plutôt répugnante.*

« Certes, je comprends que toutes ces vétilles laissent profondément indifférents ceux qui, reniant tout leur passé, foulant aux pieds leurs anciennes convictions, poussent *maintenant le paradoxe et l'incohérence jusqu'à prétendre que les socialistes doivent se désintéresser de la forme républicaine du gouvernement et que, pour eux, République, royauté ou empire sont de vulgaires synonymes désignant un même régime bourgeois. »*

M. J.-L. Breton s'y connaît ; il ne « renie pas tout son passé et ne foule pas aux pieds ses anciennes convictions », lui, ah, non alors ! ses anciens camarades du groupe E. S. R. I. pourraient en témoigner.

Fumiste ou... pire.

*
* *

Très selects à présent les mariages dans la Sociale-Lucullus.

L'autre semaine M. Siauve Evausy, rédacteur en chef du socialiste Réveil du Nord, *a marié sa fille, et naturellement le couple a été se faire bénir à la paroisse de l'endroit.*

Et ce ne devait pas être un mince spectacle que de voir toute la rédaction du Réveil du Nord, *son directeur politique en tête, l'exploiteur socialiste Ed. Delesalle, mains jointes et à genoux pendant la « bénédiction nuptiale ».*

L'un des témoins de la mariée était M. A. Gaulet, un exploiteur de marque qui exerce à Roubaix, et l'autre un nommé Lejeune, chargé de la Chronique anticléricale au susdit Réveil du Nord, *socialiste.*

Comme on le voit, l'exemple du leader Jaurès porte ses fruits ; ces socialistes « modern style » ne sont pas comme ces maudits anarchistes, d'infects mécréants... au contraire ; on a de la religion dans les rédactions socialistes.

N'empêche que ces sauteurs affirmeront encore que ce sont les anarchistes qui « font le jeu de la réaction ».

Ce n'était vraiment pas la peine, brave populo, de changer de maîtres.

*
* *

La semaine dernière, la Chambre a semblé approuver par un vote le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, inscrite au programme républicain ! ô combien, depuis trente-cinq ans !

Il est vrai qu'il est possible que nous attendions encore longtemps.

Le socialiste Millerand n'a pas d'opinion. Il s'est abstenu.

P. D.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

Les trois principales causes de la tuberculose sont le surmenage, l'insalubrité de l'atelier et de l'habitation et l'alcoolisme. Mais chaque individu présente plus ou moins de résistance à l'éclosion ou à la marche de la maladie, suivant que son hérédité et les conditions plus ou moins bonnes de son éducation ont eu telle ou telle influence sur son développement physique.

Il est facile à comprendre que des parents affaiblis par la maladie ou par la misère donneront naissance à des enfants voués, selon toute probabilité, à la scrofule. Au moment de la conception, il faudrait donc que les parents ne soient, ni l'un ni l'autre, des débiles, des fatigués, ou des convalescents d'une maladie quelconque, ou des tuberculeux. La tuberculose n'est pas, à vrai dire, héréditaire, quoique des expériences de laboratoire aient montré la possibilité de cette transmission ; mais ces cas paraissent être exceptionnels. Il n'en est pas moins vrai que des parents tuberculeux ont chance de faire souche d'enfants débiles et par conséquent prédisposés à devenir tuberculeux. — Je signale encore l'alcoolisme chez l'un ou l'autre des parents, l'ivresse au moment des rapports fécondants, etc. Je renvoie d'ailleurs à l'étude qui a été faite ici par les docteurs E. D. et A. M.

De même, le surmenage et les privations de la femme enceinte ont une influence mauvaise sur le produit de conception, conduisent souvent à un accouchement avant terme, etc. Les conditions sociales pèsent donc sur l'individu dès le moment de la conception et pendant toute la vie embryonnaire.

A la naissance, cela continue. L'enfant sera-t-il nourri au sein ? C'est là un point très important pour son développement futur. Or les ouvrières de fabrique, les employées de magasin doivent mettre l'enfant en nourrice ; dans un certain nombre de cas, elles peuvent le faire élever chez elles au biberon, mais de toute façon elles ne peuvent pas l'allaiter elles-mêmes.

Il en résulte, avec l'ignorance profonde qui règne généralement sur l'hygiène alimentaire du nourrisson, des conséquences lamentables (2). Un régime irrationnel, l'élevage au biberon mal conduit, le gavage irraisonné, la falsification du lait, la malpropreté, etc., conduisent au tombeau une multitude d'enfants. Mais ce point de vue ne me regarde pas ; et d'ailleurs toute cette partie de l'hygiène a été très bien exposée ici même par mon confrère E. D. Une bonne partie des nourrissons qui survivent, conservent une dyspepsie tenace, présentent des troubles de la croissance (rachitisme) et font des enfants débiles, à nutrition défectueuse, qui présenteront une proie facile pour la tuberculose ganglionnaire, osseuse ou méningée.

Ce n'est donc pas tout simple d'élever des enfants. Il ne suffit pas de les faire naître. Aux conditions d'hygiène qui devraient entourer la conception et la grossesse, il faudrait ajouter les préoccupations économiques ; il faudrait savoir que l'élevage, puis l'éducation de l'enfant, exigent des soins délicats, attentifs, c'est-à-dire beaucoup de temps, des ressources suffisantes et des connaissances spéciales.

Paul Robin a donc infiniment raison d'avoir

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 des *Temps Nouveaux*.

(2) L'hygiène *alimentaire* est, chez les nourrissons, la chose essentielle.

insisté là-dessus. La *repopulation*, propagande ignoble et patriotique, est le contraire de toute méthode rationnelle pour avoir des enfants sains et robustes. Qu'offre-t-on aux parents qu'on pousse à procréer? En dehors des insanités législatives de M. Piot, la société bourgeoise ne peut montrer que des œuvres de charité (charité officielle ou charité privée) : ouvroirs pour femmes enceintes, crèches, gouttes de lait, insuffisants d'ailleurs par leur nombre et insuffisants surtout pour l'aide matérielle qu'ils peuvent donner (sans parler des vices de leur fonctionnement inhérents à leur caractère charitable). On ne combat pas la misère, on ne change pas les conditions du travail, on ne refait pas l'allaitement maternel avec des aumônes.

Il paraît donc rationnel, pour avoir de beaux enfants, de ne mettre au monde, dans les meilleures conditions possibles, que les êtres qu'on peut élever et bien élever. Malheureusement la restriction sexuelle ne suffit pas à assurer aux enfants des prolétaires les soins et l'éducation nécessaires à leur développement normal. Les conditions sociales persistent, elles continuent à peser sur les parents ; il est donc impossible pour l'enfant de s'y soustraire. Si la prudence procréatrice présente un intérêt considérable et immédiat pour les femmes, elle ne me semble avoir pour la classe ouvrière qu'une utilité particulière (je veux dire : non générale), à peu près comme l'épargne, la prévoyance, la coopération, etc., mais avec des effets plus importants et des répercussions plus complexes.

En fait, chez les prolétaires, l'enfant se trouve soumis aux conditions d'infériorité hygiénique qui sont celles de son milieu. J'ai parlé tout à l'heure de la mauvaise hygiène alimentaire à laquelle est livré le nourrisson. Ce nourrisson souffre aussi du manque d'air, soit qu'il soit élevé dans une grande ville et soumis aux conditions de logement détestables que j'ai racontées dans un article précédent, soit qu'il soit placé en nourrice à la campagne. Ceci a l'air d'un paradoxe ; mais, chez les paysans, on ne prend guère la peine de sortir les nourrissons. Pendant les saisons froides ou douteuses, c'est-à-dire pendant plus de six mois, c'est une règle inflexible de maintenir l'enfant à la chambre. Cette chambre est ordinairement la pièce unique où l'on vit ; elle est sombre par suite de l'absence presque complète de fenêtres ; on ne l'aère pas, volontairement du moins. Pendant la belle saison, il arrive que les gens, occupés aux travaux des champs, laissent l'enfant dans son berceau avec un biberon. Aussi, à la campagne, les nourrissons sont-ils souvent plus pâles que ceux des villes. Ils ne prennent des couleurs et ne jouissent du soleil et de l'air que lorsque ayant grandi et pouvant marcher, ils s'échappent eux-mêmes de la maison pour courir librement au dehors.

A la campagne, il faut compter encore avec l'absence de soins d'hygiène touchant la propreté. On y a trop souvent horreur de l'eau et des bains (même pour les adultes).

A la ville, lorsqu'on reprend l'enfant de nourrice, les sorties sont ordinairement limitées à accompagner la mère dans ses courses pour le ménage ; plus tard, c'est l'enfant lui-même qui fera une partie des commissions. On croit avoir tout fait, quand on conduit les enfants pendant quelques instants dans un square ou un jardin public. Les squares de Paris sont poussiéreux, entourés de hautes maisons. Les gamins se traînent par terre, se salissent les mains qu'ils portent ensuite à leur bouche ; or le sol est souillé de tous les crachats des tuberculeux qui, incapables de travailler, vont dans les jardins prendre un peu d'air et de soleil. C'est peut-être pour les enfants que le danger de contagion est le plus à craindre ; c'est pour eux, en tout cas, qu'il faudrait prendre le plus de précautions.

En résumé, si j'ai dit que l'hygiène alimentaire est de première importance pour le nourrisson (0 à 18 mois environ), on peut dire que pour la seconde enfance, il y a nécessité du grand air, du soleil, des libres exercices au dehors. Cette hygiène est impossible dans les grandes villes, pour la population ouvrière, à cause des occupations des parents, de l'exiguïté et de l'insalubrité du logement, etc.

Les occupations des parents font que l'on met les enfants le plus vite possible à l'école, sans grand profit intellectuel. Les enfants y retrouvent l'entassement, l'insuffisance de l'aération ; ils ont de plus les chances multiples de contagion.

Ce que je dis sur l'école est encore plus vrai pour les crèches. Ici les enfants, plus jeunes, sont beaucoup moins résistants. Malgré tous les éloges qu'on peut lire dans les journaux ou les revues sur ces établissements philanthropiques, dus soit à la charité privée, soit à la charité publique, la réalité est déplorable. Les jeunes enfants ne doivent pas être mis dans des crèches ; c'est malheureusement pour beaucoup une nécessité sociale. D'après mon expérience personnelle, presque tous les enfants que j'ai vu y mettre, y ont contracté soit des diarrhées infectieuses, ce qui prouverait que les règles d'hygiène alimentaire n'y sont guère observées, soit des maladies contagieuses ; d'autre part, ils ne paraissaient pas toujours avoir reçu les soins de propreté désirables. Dans ces conditions, j'incline à croire que tous les cas de maladies n'entrent pas exactement en ligne de compte dans les statistiques plus ou moins officielles que présentent les crèches de temps à autre.

A l'école, comme je l'ai dit plus haut, l'enfant trouve aussi de nombreuses chances de contagion. La rougeole, la coqueluche, par exemple, ordinairement assez bénignes dans les familles aisées, sont désastreuses dans les familles ouvrières; leur traitement à l'hôpital ne donne également que d'assez mauvais résultats. Ces affections entraînent souvent des complications broncho-pulmonaires traînantes, qui deviennent le point de départ de l'infection tuberculeuse, soit à localisation pulmonaire, soit à retentissement ganglionnaire (ex. : adénopathie trachéobronchique), etc.

En définitive, la santé de l'enfant se trouve compromise par des causes multiples. Aussi rencontre-t-on fréquemment des enfants débiles, sans résistance organique, avec un développement physique insuffisant. Ajoutez à cela les tares pathologiques acquises : déformation de la poitrine (suites de rachitisme), gênant l'expansion pulmonaire et la fonction respiratoire ; troubles digestifs chroniques, résultats éloignés de la mauvaise alimentation de la première enfance; écoulements d'oreille, ordinairement non traités, conséquences de simples rhumes négligés ; altérations diverses des différents organes, etc. Réfléchissez à la permanence et à la continuité des influences de la mauvaise hygiène dans laquelle vivent dans les villes les enfants de la classe ouvrière ; et vous ne serez pas étonnés d'apprendre que le professeur Grancher ait trouvé, dans une école communale de la ville de Paris (celle de la rue de l'Amiral Roussin), que sur 896 enfants, 141 étaient atteints de lésions manifestement tuberculeuses ou fortement suspectes. Ces lésions étaient naturellement des lésions apparentes : lésions pulmonaires, affections ganglionnaires, etc. Les chiffres donnés représentent donc un minimum. Il faut remarquer que les 896 enfants qui fréquentent l'école sont considérés comme sains, sans quoi ils ne seraient pas reçus; il y a donc lieu d'ajouter encore un certain nombre d'enfants atteints de lésions tuberculeuses plus avancées, qui sont soignés à la maison ou à l'hôpital. Mais rien qu'avec les chiffres de Grancher, on peut compter de 20 à 30.000 enfants, porteurs de tuberculose latente, dans les écoles de la ville de Paris.

On a préconisé, pour remédier à cet état de choses lamentable, des *colonies de vacances*. Je ne puis que souscrire à une telle entreprise, si elle est suffisamment étendue avec une durée de séjour assez longue pour donner des résultats appréciables. Actuellement les colonies de vacances ne peuvent être qu'insuffisantes. D'ailleurs, les enfants retrouvent à la rentrée les déplorables conditions d'aération et d'entassement. La vie au grand air, au besoin dans des écoles de campagne, paraît, dans l'organisation actuelle de la société, tout à fait impossible, à cause des conditions financières (1).

Au sortir de l'école, l'enfant est mis en apprentissage. Il faut dire en quoi consiste cet apprentissage : c'est ordinairement à balayer l'atelier ou le magasin, à faire les travaux de manœuvre pour épargner toute perte de temps aux ouvriers adultes occupés à la production, ou bien à faire des courses de livraison toute la journée, à moins que ce ne soit à faire les commissions du ménage pour la patronne. En fait, l'apprenti sert de garçon de peine, de manœuvre ou de domestique ; ce n'est que dans les dernières années qu'il se débarrasse de ces fonctions et les passe à un nouveau venu, pour enfin se mettre au courant du travail. Au moment de la croissance, au moment où l'organisme a le plus besoin de ménagements et d'une nourriture substantielle, l'adolescent est soumis au surmenage (courses éloignées, fardeaux trop lourds, travaux de force, etc.) et à une alimentation insuffisante, prise le plus souvent à la hâte.

Le résultat, c'est l'extension des vieilles lésions ou la germination d'une tuberculose toute neuve; c'est alors, dans l'un et l'autre cas, la phtisie rapide (phtisie galopante), qui ne pardonne pas. Faut-il ensuite s'étonner de la disparition lente des générations ouvrières des villes, qui sont remplacées, au fur et à mesure, par de nouveaux travailleurs venus de la campagne?

Enfin, je dois faire remarquer que le régiment prend les jeunes gens à un âge où le développement n'est pas encore achevé et où ils sont encore peu résistants. Malgré le triage du conseil de revision qui élimine malades et suspects, 4.000 soldats en moyenne, presque tous jeunes soldats, meurent tous les ans de tuberculose.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

Erratum. — Mon dernier article (sur l'alcoolisme) a été défiguré par une interversion de paquets. En réalité, cet article commence à la 1re colonne de la page 4 : « J'ai dit que, pour échapper à la tuberculose, il faut éviter... » Ce début continue jusqu'au paragraphe : « La bourgeoisie d'ailleurs... » A cet endroit, il faut revenir au commencement: « Dans certaines régions où le salaire... »

En relisant mes premiers articles, je m'aperçois que l'intérêt privilégié que les sociétés de secours mutuels touchent de l'Etat, pour leurs fonds déposés à la Caisse des Dépôts et consignations, est de 4 1/2 pour 100 et non de 4 pour 100 seulement. M. P.

AVIS

Un camarade nous envoie, pour être vendu au profit du journal, un exemplaire des *Lazaréennes* de Dejacques;

Un exemplaire de l'*Almanach du Peuple* (Suisse) 1874-1875, et un du *Père Peinard*, 1894.

Nous les mettons en vente à 1 franc l'exemplaire, mais, bien entendu, ils seront réservés pour celui qui en offrira le plus.

(1) En outre, on peut craindre que ces écoles ne reproduisent le régime de l'internat, avec une discipline peu différente de celle des pénitenciers.

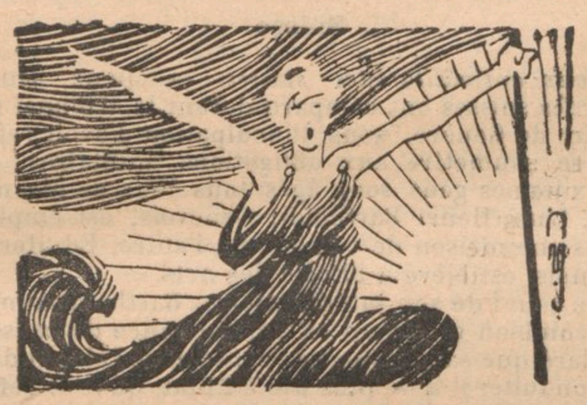
CAMPAGNE ANTIPOLICIÈRE

Jusqu'à présnt, j'ai reçu *une* lettre fournissant des faits.

Lorsque nous ne les demandons pas, nous recevons force récriminations; aujourd'hui que nous les demandons, nous ne recevons rien. Cependant le zèle policier ne s'est pas ralenti.

Ce serait-il que les anarchistes deviennent sages, et craignent de se mettre mal avec ceux qui les surveillent ?

J. GRAVE.



MOUVEMENT SOCIAL

France.

AMIENS. — Ces jours-ci on a retiré de la Somme un cadavre. Des papiers trouvés dans les poches du noyé permirent d'établir son identité. C'était un retraité du chemin de fer, disent les journaux d'ici, qui ne sont pas dégoûtés de donner ce qualificatif à un malheureux qui touche 180 francs par an, après avoir travaillé toute une vie pour entretenir grassement les actionnaires. Aussi sachant qu'il ne lui était pas possible de vivre avec cette somme, avait-il dit dans l'atelier longtemps avant de le quitter, je me noierai au Pont-Blanc ; c'est là ma place ; c'est ce qu'il fit et c'est ce que des millions d'exploités sont souvent sur le point de faire. Belle société !

En même temps, je vous signale ma situation actuelle. Je fais 13 jours. Vous savez probablement ce que c'est : on est arraché du travail habituel pour aller dans une grande maison très sale dénommée caserne ; là on vous dépouille de vos effets civils pour revêtir l'habillement du criminel légal, ensuite on vous donne un fusil et une longue pointe. Ainsi équipé, on vous mène dans des lieux quelconques où l'on fait décrire des mouvements à l'instar des animaux savants ; on avance, on recule, on tourne et quand tout cela est terminé, on n'a rien fait d'utile, au contraire ; des hommes âgés, déguisés en officiers, prennent cela au sérieux. Quelle mentalité ! Pour moi, ils ne peuvent être que malades.

Quand les soignerons-nous sérieusement ?

DELUCHEUX.

***

Honneur militaire. — Donnons des nouvelles de la petite fête organisée par le saint-cyrien Pierre Ier de Serbie, en l'honneur de ses camarades de promotion.

Ils se sont rendus à Belgrade au nombre de 47. 47 officiers français sont allés fêter l'avènement au trône d'un ancien socialiste devenu roi dans des conditions qui ont fait reculer d'horreur toute l'Europe, l'Europe civile, bien entendu ; je ne parle pas de l'Europe militaire. 47 officiers français sont allés serrer les mains des égorgeurs serbes.

J'avais émis le faible espoir que l'empêchement des généraux Hagron et Dodds à se joindre à la bande, était peut-être un prétexte de pudeur. Hélas, non ; pour ce dernier du moins. Il a fait à un journaliste du *Temps* un éloge enthousiaste du socialo de Saint-Cyr porté au trône par une troupe d'assassins, et regretté de ne pouvoir prendre part à la petite fête.

Tout s'est d'ailleurs très bien passé. Au dîner, le général Hardy de Périni a exprimé *la fierté que tous les officiers de cette promotion ressentaient de voir qu'un roi était issu de leurs rangs.* Ça, c'est leur affaire. Il a, de plus, salué le roi *au nom de la nation française*, c'est-à-dire en notre nom à vous, à moi, à nous tous. Je me permets de trouver cela un peu fort.

Naturellement, le roi a répondu en leur souhaitant la bienvenue au nom du peuple serbe. Pauvres peuples !

Les officiers français, nous dit-on, se sont exprimés d'une façon élogieuse sur la belle tenue des officiers serbes. Ils s'y connaissent mieux que moi. Mais cette belle tenue devait être encore plus belle pendant la fameuse nuit. N'en a-t-on pas causé un peu ? Ne s'est-on pas félicité un peu ? Silence là-dessus.

Il va sans dire qu'il y a eu soirée dansante. Nos officiers n'ont pas leurs pareils au bal. Ah ! ces Français !

Le lendemain, à midi précis, assurent les agences, les étudiants leur ont fait une ovation. Quelle gloire !

Je ne connais pas les étudiants serbes, mais je connais les étudiants français, et je sais qu'ils sont toujours prêts à faire des ovations à n'importe qui, à n'importe quoi, sans savoir. Je suppose que les étudiants serbes sont à peu près pareils.

Et le soir, encore un bal. Ah ! ces Français ! Bal chez les artistes slaves du Sud. Pauvres artistes, qu'on a pitié de voir en pareille compagnie.

Impossible de se séparer, n'est-ce pas ? sans emporter des petits souvenirs. D'abord des décorations, cela va de soi. La 1re classe de l'Aigle-Blanc ou du Merle-Blanc, je ne sais plus, aux généraux de Périni et Privé ; la 2e classe de l'étoile de Karageorges ou de la lune de Clara Georges, je ne sais plus, aux autres généraux français ; la 3e classe idem, aux officiers d'état-major ; la 4e classe à tous les autres « camarades ». Tout le monde décoré ! Chouette !

Eh bien, il y a encore plus ridicule que cela. Le roi s'est fait photographier au milieu des officiers français en uniforme. Tout comme les demi-mondaines et les ténors, il a fait cadeau à chacun d'une photographie de lui avec sa dédicace autographe.

Alors, c'est tellement bête, qu'on n'a plus le courage de se fâcher.

***

Toupet militaire. — Voilà maintenant que les conseils de guerre se mettent à juger les civils !

Un nommé Denécheau s'étant querellé avec un adjudant, fut traduit devant le conseil de guerre du 91e corps, à Nantes, et condamné à un an de prison. Si c'est comme ça que les lois nous protègent...

Les dreyfusards nous avaient promis que lorsqu'ils seraient au pouvoir, ils supprimeraient les conseils de guerre. Mais les dreyfusards ont la mémoire courte, et les conseils de guerre ont la vie dure. Enragés de voir qu'on veut leur arracher leurs « inférieurs », les jugeurs militaires se retournent contre les civils : « Ah ! c'est comme cela ? Eh bien, vous y passerez aussi. »

Ah mais non !

La Ligue des Droits de l'homme proteste, ce qui ne doit pas nous empêcher de protester aussi. Il ne faut pas que les « sales civils », que les « voyous » se laissent faire.

***

Utilité principale des prisons. — L'enquête sur l'assassinat d'un garçon pharmacien a démontré que les deux complices, Cortial et Guillot, commirent leur méfait peu après être sortis d'une prison où ils avaient fait connaissance et s'étaient liés. Ainsi le système pénal actuel est organisé de telle sorte qu'on dirait qu'il est fait au profit de la criminalité, qu'il a pour but l'organisation rationnelle et méthodique de l'assassinat, en offrant aux candidats au crime toutes facilités de se connaître, de s'apprécier, de s'entraîner, de se conseiller, de combiner leurs coups futurs dans la paix des « centrales », cela aux frais des contribuables et pour le plus grand dam des infortunés garçons pharmaciens.

En théorie, la prison a pour but l'amélioration du coupable. En pratique, c'est juste le contraire.

R. CH.

Mouvement ouvrier. — J'ai, à maintes reprises, exprimé tout le danger qu'il y a à voir développer, pour les syndicats ouvriers, le système des subventions municipales ou autres. Il est incontestable que dans bien des cas, la crainte de la perte d'une subvention est, pour une organisation, le commencement de la lâcheté.

Jusqu'à présent, je dois le reconnaître, le mal n'a pas été trop grand, mais il n'en est pas moins vrai que le danger est là, qu'il subsiste et qu'il devient d'autant plus profond que les organisations ouvrières s'habituent, sinon à vivre, tout au moins à compter sur des subventions.

Et l'on n'a pas manqué, dans certains milieux réformistes, de se servir de ce moyen pour essayer de détourner les organisations ouvrières de leur véritable voie qui est celle de la lutte contre le patronat, et ce jusqu'à sa complète disparition.

A cette conception nettement révolutionnaire du syndicalisme, l'on oppose dans les milieux dits réformistes, un syndicalisme vaguement mutualiste, qui est surtout destiné à prolonger l'état de choses existant.

Les caisses de chômage qu'ont créées dans leur sein certaines organisations, si elles ne visaient pas à ce but, ne tarderaient pas, par ce moyen des subventions, à avoir d'autres résultats.

Et c'est assurément pourquoi, comprenant tout le parti que l'on pouvait tirer d'un syndicalisme presque exclusivement mutualiste, que l'adversaire le plus dangereux du syndicalisme révolutionnaire, Millerand lui-même, vient de demander, et a naturellement obtenu, l'inscription dans le prochain budget d'une somme de 100.000 francs destinés à subventionner les caisses de chômage des syndicats.

Il n'est pas besoin de dire que cette somme de 100.000 francs est à peine une goutte d'eau dans la mer, si l'on compare la somme affectée au nombre d'ouvriers qui, par le fait de l'organisation capitaliste de la société, sont continuellement réduits au chômage. C'est, à Paris seulement, par milliers que l'on peut compter chaque jour les travailleurs battant le pavé, à la recherche de l'exploiteur qui voudra bien les occuper, et si j'ouvre au hasard le *Bulletin de l'Office du travail* que l'on ne taxera pas, en la circonstance, de parti pris, je relève pendant le mois d'août dernier — et je ne prends à dessein mes chiffres que dans des corporations d'ouvriers qualifiés — chez les cuisiniers 12 0/0 de chômeurs, 10 0/0 chez les imprimeurs conducteurs, 12 0/0 chez les tailleurs, 150/0 chez les couturières, 20 0/0 chez les charpentiers, 16 0/0 chez les menuisiers, 17 0/0 chez les ouvriers de bronze, 30 0/0 chez les ouvriers de la cuivrerie, 20 0/0 chez les sculpteurs, etc., etc. Et il en est ainsi dans toutes les corporations, d'un bout de l'année à l'autre, et puisqu'il en est ainsi, ce n'est pas cent mille francs, mais cent millions qu'il faudrait pour « secourir » les travailleurs astreints au chômage. Et c'est pourquoi cette proposition de « subventions aux caisses de chômage », faite par Millerand, ne résiste pas au plus léger examen. C'est même tromper les travailleurs, que de leur faire espérer qu'il est possible, même très faiblement, de leur venir en aide pendant le chômage — qui pour les uns se répète périodiquement.

Je vais même plus loin, et il ne me serait pas difficile de démontrer, que s'il pouvait être possible de secourir *tous* les chômeurs, la société capitaliste tout entière n'y pourrait pas résister, la loi de l'offre et de la demande, qui en est la pierre angulaire, se trouvant de ce fait profondément modifiée, puisque l'ouvrier à la recherche d'un employeur ne serait plus obligé d'accepter de travailler à n'importe quel prix, sûr qu'il serait de pouvoir manger le lendemain.

Et alors, puisqu'il est absolument certain que les secours de chômage ne peuvent pas être suffisamment développés pour apporter même une légère amélioration à la situation des milliers de sans-travail qui, d'un bout de l'année à l'autre, sont à la recherche du patron qui voudra bien les employer, il paraît que cette fameuse subvention pour les caisses de chômage est destinée en réalité à tout autre chose.

Il sera en tous cas curieux de voir quels seront les bénéficiaires de la subvention, et il est plus que probable qu'elle ira renforcer les caisses des organisations bien en cour, qui pourront ainsi multiplier les attaques contre les syndicats qui n'ont d'autre but que de conduire ceux qui en font partie à l'assaut de la société capitaliste.

Le subventionnisme, s'il se développe — et les adversaires ne manqueront pas de tenter cette diversion — sera la plaie du syndicalisme révolutionnaire. Que les camarades y prennent garde.

***

A part deux ou trois prétendus « comptes rendus » même pas discutables, tant ils sont faits de mauvaise foi et de parti pris, l'on peut dire que le

Congrès de Bourges a eu une bonne presse. Tous les journaux ouvriers, l'organe des typographes en tête, qui publie un très loyal et sincère compte rendu, sont unanimes à reconnaître l'importance de ces assises du travail.

Par contre, j'ai là le *Moniteur des Syndicats ouvriers* — lesquels? je suis toujours à me le demander — qui prend ses ordres au ministère de l'intérieur et publie un article d'un fantaisiste et d'une mauvaise foi admirable.

Il me suffira de citer seulement quelques lignes pour montrer toute la déloyauté de ladite gazette qui en profite pour rendre un hommage ému à deux de nos plus notoires réformistes qui, seuls, trouvent grâce devant le rédacteur bien pensant.

Voici ce qu'écrit, en effet, le rédacteur bien informé du *Moniteur* :

« Des militants, comme Briat et Keufer, ont fait entendre des paroles empreintes d'équité; ils ont soutenu la représentation proportionnelle des groupes, etc., etc... »

Or, cela est tellement vrai, cela est si évident, qu'à aucun moment Briat n'a pris la parole sur cette question et que, comme il en avait mandat de son syndicat, il a dû voter *contre* la représentation proportionnelle.

Mais comme il s'agit de combattre les syndicalistes révolutionnaires, tous les arguments sont bons, il suffit même d'en inventer lorsque l'on en manque.

La mauvaise foi de nos adversaires est un gage de la justesse de notre cause.

***

Le mouvement des grèves présente une situation plutôt calme.

A Marseille, tout est rentré dans l'ordre, et ce n'est certes pas la lettre adressée à Combes par le syndicat qui servira à grand'chose.

Il est même curieux de voir les dirigeants de ce syndicat, qui se sont laissé rouler par le gouvernement, lui adresser, maintenant qu'il n'y a plus rien à faire, des lettres comminatoires. Cela ne donnera le change à personne et les chefs du syndicat restent en partie responsables de l'échec subi par les ouvriers dockers.

En attendant, les quais et les docks sont toujours gardés par la troupe et sur les chantiers l'on murmure et l'on est loin d'être satisfait de Manot et consorts.

Un grand banquet, présidé par Lebon, ancien ministre de la République, l'homme aux chaînes de l'île du Diable, a réuni les officiers qui ont été remerciés d'avoir fait le jeu des Compagnies en ce qui concerne les revendications des inscrits. Comme quoi la platitude est parfois récompensée.

A Cholet, chez les tisseurs de la ville et des environs, calme plat. Cette grève qui met en chômage près de 12.000 individus, pourra servir d'exemple comme sagesse et comme modération.

Les malheureux, qui semblent absolument manquer de ressort, attendent pour agir un peu, de crever de faim complètement pour retourner dans leurs bagnes. Le patronat aurait bien tort de se gêner.

A Armentières, 350 ouvriers du tissage Dulac sont en grève.

Ils protestent contre le réembauchage d'un sieur Léon Facheaux, tisseur, qui s'est distingué aux grèves dernières par un abus de pouvoir auprès de M. Dulac et au préjudice de ses camarades. Il serait inexact que la grève a pour cause l'installation dans les ateliers Dulac de métiers Northrop.

A Hazebrouck, le travail devait reprendre le jeudi 20 octobre, au tissage Tersen frères, après trois mois de chômage, mais les patrons ayant prétendu que la pénurie des commandes ne permettrait le réembauchage immédiat que de 50 hommes et 20 femmes, sur les 200 ouvriers composant le personnel, la continuation de la grève a été votée.

De Douai à Valenciennes, la grève des mariniers est à peu près générale. Il y a actuellement plus de 150 bateaux vides en chômage à Bouchain.

Le gouvernement, si sympathique aux travailleurs, continue à mettre ses sbires au service du patronat.

Vingt-cinq gendarmes provenant des départements de l'Aisne et de la Somme, sont arrivés hier à Bouchain (Bassin rond), pour renforcer le service d'ordre.

Les gendarmes des brigades de Cambrai font, de leur côté, de fréquentes patrouilles le long de la voie d'eau; ils ont dû,à plusieurs reprises, monter sur les bateaux des non-grévistes afin de les exhorter plus efficacement.

A Mèze, malgré la circulaire de Combes et sa mise en application par l'envoi de gendarmes et de troupes, les ouvriers agricoles au nombre de près de trois cents, ont remporté la victoire et les patrons ont fait droit à leurs revendications.

C'est grâce à leur attitude énergique que ces travailleurs ont obtenu rapidement satisfaction. Les exploités de l'industrie feraient bien d'aller prendre des leçons chez leurs camarades des champs.

P. Delesalle.

***

Les mineurs de Saint-Bel. — Dans les environs de l'Arbresle (Rhône), se trouvent les mines de cuivre de Saint-Bel, appartenant à la Compagnie de Saint-Gobain. Depuis une quinzaine de jours, les ouvriers se sont mis en grève à cause : 1° des salaires infimes; 2° des renvois non motivés; 3° des conditions trop dures du travail pour faire sortir sa journée — le travail se faisant à la tâche.

En ce qui concerne les renvois d'ouvriers, voici quelles sont les explications données par le délégué mineur Mayoud, au correspondant d'un journal de Lyon. Des deux ouvriers renvoyés, l'un, Lenat, l'aurait été parce que membre du bureau d'une société de secours mutuels quelque peu rivale d'une autre société dont M. Roquelin, le directeur de la mine, est président; l'autre ouvrier, un ajusteur, aurait été choisi par le syndicat pour le représenter au congrès de la fédération des mines de Saint-Etienne, et renvoyé à cause de cela.

Les revendications des ouvriers sont donc :

1° Réintégration des ouvriers congédiés;

2° Suppression du travail à la tâche, ou que les chantiers soient tirés au sort, supprimant ainsi tout favoritisme;

3° Un salaire quotidien de : 6 francs pour les mineurs et boiseurs; 5 fr. 50 pour les manœuvres; 4 fr. 50 pour les cantonniers.

De plus, la Compagnie tient une pension alimentaire où mangent un certain nombre de ses ouvriers, de même qu'elle leur vend chaussures et vêtements.

Les mineurs avaient accepté les bons offices du maire et du juge de paix; cependant celui-ci n'a pu *arbitrer* par la raison majeure que la Compagnie n'en veut pas. Elle se refuse à tous pourparlers avec ses ouvriers. Cela défrise quelque peu les protecteurs des ouvriers dans cette affaire, car ils ne manquent pas de protecteurs. Il y a d'abord les commerçants qui, à une centaine d'entre eux, ont versé la somme de 300 francs à la caisse de grève; il y a encore le *Lyon Républicain* qui s'exprime en ces termes : « Véritablement on ne peut être plus conciliant que les mineurs et plus irréductible que la Compagnie. Les mineurs sont gens paisibles, tous enfants de la vallée de la Brevenne — à l'exception d'une centaine d'Italiens — ils ont du sang de cultivateur dans les veines et sont, par hérédité, essentiellement pacifiques. » Plus loin : « C'est ce qu'ont pu constater M. Caire, commissaire spécial à la préfecture, ainsi que M. Revillet, lieutenant de gendarmerie, *dont les hommes n'ont jamais eu à intervenir* (c'est moi qui souligne), car les mineurs de Saint-Bel sont des sages et d'autant plus forts qu'ils ont avec eux la municipalité de Saint-Bel et les populations de tous les pays environnants. »

Eh bien! il est des mauvaises langues — et nous sommes de celles-là, et les événements nous donnent généralement raison — qui prétendent que ces alliances-là ne sont pas *sûrement* un gage de succès. Les mineurs de Saint-Bel veulent en faire l'expérience, c'est leur affaire.

Un referendum a donné une majorité de 4,000 voix pour la grève.

Pour terminer, une anecdote suggestive. A l'époque où la Compagnie fit son émission, un curé avait placé là toutes ses économies et s'était rendu acquéreur de deux actions de 500 francs. Récemment ce prêtre mourait, et ses héritiers n'étaient pas peu surpris de constater que chacun des titres émis à 500 francs, valait aujourd'hui 36.200 francs.

Comme cela, on comprend mieux le refus de la Compagnie de payer ses ouvriers 5 à 6 francs par jour.

***

Le 30 octobre aura lieu, à Firminy, un congrès de délégués mineurs. Nous y reviendrons, s'il y a lieu.

Galhauban.

Russie.

Dans le gouvernement de Kharkoff vivait, dans une villa, une chanteuse du nom de Gavriésoff.

Deux adorateurs se disputaient sa main, le prince Sviatopolk, le neveu du ministre actuel, et l'étudiant Choustoff.

La chanteuse donna la préférence à l'étudiant.

Avec l'arrière-pensée de se venger, le prince manœuvra de façon à faire donner un rendez-vous à l'étudiant par la chanteuse, et lorsque Choustoff, qui ne se doutait de rien, se présenta, il fut appréhendé par cinq hommes, serviteurs du prince, déshabillé et fouetté jusqu'au sang.

Les plaintes portées depuis contre cet attentat par la mère de l'étudiant n'ont donné aucun résultat.

Suisse.

Deux antimilitaristes suisses. — Deux jeunes recrues suisses ont comparu devant le tribunal militaire de Genève, sous l'inculpation d'avoir refusé de se soumettre aux obligations militaires. Ces deux jeunes gens sont âgés tous deux de dix-neuf ans. L'un, Henri Bartholdi, Genevois, est employé dans une maison de commerce; l'autre, Ed. Herzig, Bernois, est élève à l'Ecole des Arts.

Au cours de son interrogatoire, Bartholdi a montré combien il agissait en connaissance de cause et déclaré que sa raison et sa conscience lui ont dicté sa conduite; il a de plus nié à l'Etat, qu'il se refuse à reconnaître, le droit de disposer des individus pour en faire, suivant la circonstance, des assassins ou des victimes.

Herzig, après Bartholdi, s'est aussi très courageusement défendu et après la plaidoirie de son avocat, a donné lecture d'un mémoire où il exposait les cruautés de la guerre.

Bertholdi et Herzig n'en ont pas moins été condamnés chacun à deux mois de prison, à un an de privation de droits politiques et à une amende.

Ce procès, par l'attitude crâne des jeunes accusés, a eu un grand retentissement dans toute la Suisse.

Les jugements, qui sont motivés, constatent que les motifs de conscience allégués par les prévenus ne sauraient les justifier; qu'on ne peut pas admettre qu'un particulier, se plaçant au-dessus de la loi, puisse s'ériger en juge de la question de savoir s'il doit obéir ou non à l'obligation militaire; et que la loi, égale pour tous, doit être respectée par tous aussi longtemps qu'elle est la loi.

Etats-Unis.

La guerre patronale dans le Colorado. — M. le général Engley, avocat de la Western Federation of Miners, après avoir été déporté de Cripple Creek, s'est rendu à Denver pour acheter un fusil à répétition, dernier modèle, et en retournant à Creek était attendu par le shérif, lequel lui avait offert ses services de protection, mais le général l'a envoyé promener, en lui disant que dans la circonstance il ne se fiait qu'à son propre courage et à son habileté de tireur; il ne fut point molesté.

Frank Hangs, autre avocat de grande habileté, représentant la W. F. of M. dans le district de Cripple Creek, et possédant beaucoup de propriétés dans la région minière, avait demandé au même shérif sa protection pour sa sûreté personnelle. Bell (le shérif et général de la milice) le garda pendant une après-midi et une nuit dans l'hôtel, mais le lendemain lui fit connaître qu'il n'était pas à même de répondre de sa sûreté; Kangs est retourné à Denver.

A la convention de la Fédération du travail, et à la convention des mineurs de charbon du Colorado, Wyoming, Nouveau-Mexique et Utah, la Trades Assembly avait offert un banquet où j'étais l'orateur principal des organisations locales.

Pour la manifestation du « Labor Day » on n'a pu comprendre ma tactique et on a laissé tomber à l'eau tous mes arrangements.

La politique bat son plein. Les républicains ont reporté Peabody comme gouverneur, et les démocrates Alva Adams, autre banquier; donc kif kif bouricot en regard des prolos, mais il faut noter ce point, que les deux partis promettent la journée de huit heures aux infatigables votards.

Pendant que Mitchell se promène dans les grands hôtels en Europe, les membres en grève de son organisation sont à crever de faim dans le désert du Colorado.

Les camarades du « Lavorator italiano » de Trinidad ont repris la publication de l'organe des mineurs carrément révolutionnaire. Nous sommes à présent

un « demi-quarteron » et nous avons distribué beaucoup de manifestes pendant le séjour de convention ; la semence est jetée, le temps portera ses fruits.

La politique ouvrière s'étant identifiée avec les démocrates et ceux-ci se fichant pas mal des intérêts des producteurs, la lutte acharnée contre l'exploitation reprendra donc de plus belle. La pression d'en haut forcera celle d'en bas, les idées s'élucideront et l'idéal s'élargira.

A. KLEMENCIC.

Transvaal.

La révolte des esclaves chinois. — Malgré certaines dénégations officieuses, la révolte des coolies chinois dans plusieurs mines transvaaliennes est confirmée. Les malheureux sont si peu payés, si fort maltraités qu'ils essaient de s'insurger, en dépit des contrats qui les lient et qu'ils ont, d'ailleurs, signés sans savoir à quoi ils s'engageaient.

Mais ce qui est particulièrement à retenir, c'est l'attitude de l'autorité. Les sociétés minières, en somme, sont libres de recruter de la main-d'œuvre à vil prix, fût-ce au prix d'une terrible crise économique dont elles seront seules à ne pas souffrir. Mais un spectacle extraordinaire, c'est celui du gouvernement de lord Milner, intervenant en faveur des compagnies étrangères, et arrêtant les grévistes chinois pour les faire réintégrer par la force, l'espèce de bagne où les confine la rapacité des « Landlords ». Jamais on n'a vu l'esclavage pratiqué de façon aussi ouverte. Ce qui ajoute à la gravité de pareils faits, c'est le souvenir des faits antérieurs à la guerre anglo-boër. Un des griefs de l'Angleterre, on le sait, était les prétendues duretés de l'Etat boër contre les indigènes. Or, le gouvernement boër refusait précisément de prêter sa police aux sociétés minières pour contraindre au travail les ouvriers indigènes qui l'abandonnaient.

Il est intéressant aussi de rappeler que la puissance qui flétrit un esclavage non existant au Congo est celle qui le pratique avec tant de désinvolture, aux dépens des Chinois, dans la plus nouvelle de ses colonies.

Apparemment, grâce à l'intervention de la force armée de lord Milner, la grève des mineurs célestes ne s'étendra pas, les grévistes étant ramenés « *manu militari* » au travail. Il faut voir, d'autre part, si le recrutement de nouveaux coolies dans l'Empire du Milieu ne souffrira pas des incidents actuels. Il y a actuellement dix mille Célestes environ dans les mines ; dix mille autres, qui ont signé des engagements, sont en route. Les sociétés aurifères du Transvaal comptent en recruter au moins encore de 80 à 100.000. Les événements actuels leur rendront ces enrôlements plus difficiles.

(*Les Journaux.*)

Mandchourie.

Les horreurs de la guerre. — M. Viazenisky, qui a suivi la retraite des Russes de Liao-Yang à Moukden, décrit ainsi quelques scènes auxquelles il a assisté.

Presque tous les villages et toutes les fermes que nous rencontrâmes sur notre passage n'étaient plus qu'un amas de décombres. Ce qui avait résisté aux boulets avait été incendié par la soldatesque japonaise et russe, afin de ne pouvoir servir d'abri à l'adversaire.

Sur la route nous avons rencontré sans cesse de longues files de Chinois, fuyant, chassés de leurs villages et cherchant à échapper à une mort certaine. Beaucoup de ces Chinois et de ces Chinoises, accompagnés de leurs enfants, étaient à peu près nus, n'ayant pas eu le temps de sauver le moindre objet.

Tous ces malheureux étaient exténués, mourant de faim et de froid, implorant notre pitié et demandant quelque nourriture.

Pendant ce temps, les pleurs des petits enfants, affamés et grelottants de froid, nous poursuivirent. Dans l'un de ces villages en ruines où nous passions, il ne restait plus comme habitants que des vieillards et des infirmes, tous les autres habitants bien portants ayant pris la fuite. Je vis un vieillard, ressemblant à un squelette, se jeter avidement sur une croûte de pain qu'un soldat avait laissée tomber sur la route.

Nous pensions qu'il allait la dévorer, et nous ne fûmes pas peu étonnés, en le voyant la diviser en trois parts, et en donner une à deux camarades.

On ne connaîtra jamais le nombre de ces malheureux que la guerre aura fait mourir de faim. La misère était grande, et nous voyions partout les malheureux habitants mâcher les épis de blé vert. Un moment nous rencontrâmes une petite fille ; quelques milles plus loin une autre et un peu plus loin la mère, mortes toutes trois sur la route, et dont le mari était assis stoïquement à ses côtés.

Combien de familles auront subi un sort analogue pendant cette guerre néfaste ?

Les Journaux.

L'A B C de l'Astronomie [1]

(Suite)

III

MERCURE

En prenant notre vol du Soleil, nous ne disons même pas sur les ailes de la lumière, ce qui ne serait pas assez vite pour le voyage que nous projetons, mais sur celles de la pensée, la première île qui émerge de l'éther impondérable, est la planète *Mercure*.

Mercure vogue avec une vitesse de 46 kil. 811 par seconde et met 87 jours 23 heures 15 minutes et 46 secondes pour parcourir son orbite de 356 millions de kilomètres qui se trouve à une distance moyenne de 56 millions de kilomètres du Soleil.

L'année mercurienne est par conséquent d'environ 88 jours terrestres et comme cette planète, pareille à la Lune relativement à la Terre, tourne toujours le même côté contre l'astre radieux, elle ne compte qu'un jour dans son année. Jusqu'ici, on n'a pu relever la présence d'un satellite gravitant autour d'elle.

Le diamètre de Mercure est de 4.800 kilomètres, et sa circonférence de 12.120, son volume est dix-neuf fois plus petit que celui de la Terre et son poids seize fois moindre. La pesanteur à sa surface est moitié plus faible qu'ici, et la densité des matériaux dont il est constitué y est environ 1/5 plus forte. L'atmosphère de ce petit monde est plus dense et plus élevée que la nôtre et sa topographie nous est encore entièrement inconnue.

Vouloir tirer de ces données absolument insuffisantes, une conclusion sur les habitants éventuels de Mercure, serait évidemment prématuré, de même que la question « Mercure est-il habité par des êtres analogues à nous ? » nous semble tout à fait oiseuse.

Mais depuis que les sciences ont démontré qu'il n'y a aucune ligne de démarcation absolue entre la nature inorganique et la nature organique et que l'analyse spectrale a relevé, non seulement l'origine commune de toutes les planètes, mais aussi l'unité constitutive de l'Univers, il est certain que l'hypothèse de la pluralité des mondes habités est un fait rigoureusement scientifique. Il est désormais hors de doute que chaque étoile est un laboratoire, où se préparent les éléments de la vie organique et que chaque planète, à moins d'accidents, est, a été ou peut devenir un foyer de vie variée et multiple.

(1) Voir les numéros précédents.

IV

VÉNUS

En venant du Soleil, la seconde planète que nous rencontrons sur notre route est Vénus.

L'étoile du matin et du soir gravite autour de l'astre du jour à une distance moyenne de 108 millions de kilomètres, avec une vitesse de 34 kil. 600 par seconde et met 224 jours 7/10 pour parcourir son orbite, presque circulaire et longue de 672 millions de kilomètres.

L'année de Vénus est par conséquent de 224 jours 7/10 terrestres.

Pour ce qui est de la longueur de son jour, les avis sont encore partagés. Dès 1866, Cassini a conclu que Vénus tourne sur elle-même en 23 heures 15 minutes. Cette opinion, généralement acceptée, a été mise en doute par l'astronome Schiaparelli, qui prétend que notre planète voisine accomplit son mouvement de translation autour du Soleil en lui présentant constamment la même face, ce qui déterminerait pour elle une longueur égale du jour et de l'année.

Mais il ne paraît pas en être ainsi. Malgré les difficultés inouïes que présente l'observation de Vénus à cause de son éclat et le peu d'irrégularités remarquées sur son disque pouvant servir de point de repère, M. Belopolski, de l'observatoire de Saint-Pétersbourg, a pu constater, en 1901, la rotation de Vénus en 24 à 25 heures par le déplacement des raies de son spectre. La découverte de M. Belopolski confirme l'opinion émise à ce sujet par Camille Flammarion dès 1898. Il semble donc probable que Vénus tourne autour de son axe comme la Terre et Mars et en un temps sensiblement égal.

Jusqu'ici, on ne connaît pas de satellite à notre voisine intérieure.

Le diamètre de Vénus, presque égal à celui de la Terre, est de 12.700 kilomètres, sa périphérie est de 39.880 kilomètres. La densité des matériaux qui la composent et la pesanteur à sa surface ne sont qu'un peu moindres qu'ici. Son atmosphère est composée des mêmes gaz que la nôtre, seulement sa densité est double, ce qui doit aussi tendre à égaliser avec la nôtre la température de cette planète, qui recevrait autrement du Soleil — dont le diamètre apparent est de 43' vu de là-bas, tandis qu'il n'est que de 32'3 vu d'ici — presque deux fois plus de chaleur que la Terre.

Ajoutons encore, pour terminer ce chapitre, que les planètes intérieures Vénus et Mercure, nous offrent, comme la Lune, des phases qui correspondent aux positions qu'elles occupent autour du Soleil relativement à nous et que, noyées dans la lumière de l'astre du jour, elles nous sont, quoique plus rapprochées, bien moins connues que les planètes extérieures de notre monde solaire.

(*A suivre.*) F. STACKELBERG.

LE LIVRE POUR ENFANTS

La copie sera mise en mains dans la première semaine de novembre.

Les souscriptions continuent à arriver cahin-caha. Je les recevrai jusqu'à fin novembre. Après, le prix du volume sera majoré des frais d'envoi.

Je compte prendre remboursement vers le 15 novembre. Ceux qui peuvent envoyer avant nous faciliteront la besogne. J'ai encore quelques circulaires pour ceux qui en désirent.

J. G.

— **Groupe d'action pour la défense morale des instituteurs et institutrices laïques.** — *Appel aux instituteurs et institutrices laïques.* — LES LIVRES SCOLAIRES. — Les membres du Groupe d'action pour la défense morale des instituteurs et institutrices laïques, réunis à la Bourse du travail le mercredi 5 octobre 1704,

Résolus à faire respecter réellement le principe fondamental de la neutralité scolaire ;

Considérant que le meilleur moyen d'action pour atteindre leur but est d'obtenir l'introduction à l'école de livres rédigés en vue d'un enseignement loyalement laïque, en même temps que conçus selon l'idée pacifiste ;

Après avoir discuté sur les moyens les plus efficaces pour réaliser cette innovation aussi considérable par les difficultés qu'elle soulève que par les heureux résultats qui en seront la conséquence,

Adressent à leurs collègues tant de France que des colonies l'appel suivant :

« Tous les instituteurs et institutrices sont chaleureusement invités à saisir *l'occasion des prochaines réunions pédagogiques, pour faire radier* « des listes départementales tous les ouvrages *qui ne s'inspirent pas* d'un programme d'enseignement « *laïque et pacifiste.*

« Ils leur rappellent que, sur l'initiative d'un certain nombre d'entre eux, puissamment secondés « par une presse aussi intelligente que bienveillante, la campagne fut déjà engagée l'an dernier « en ce sens ;

« Que cette campagne fut féconde, puisqu'elle « eut pour résultat de faire comprendre aux éditeurs que la mentalité des éducateurs avait évolué, et de les amener, soit à modifier le texte de « livres surannés, soit à publier des ouvrages plus « en rapport avec les aspirations d'un peuple libre ;

« Que pour continuer l'œuvre d'épuration et la mener à bonne fin, il suffit que chaque instituteur et institutrice ait foi en son action individuelle ; il suffit surtout que chacun ait conscience « d'exercer simplement un droit.

« C'est à ce prix seulement que deviendra possible une pédagogie basée sur la raison, sur la « science et sur la vérité. »

Pour le Groupe :
HENRIETTE MEYER,
secrétaire.

— **Ecole Libertaire**, 22, rue du Rendez-Vous. — Cours d'éducation intégrale, de 8 à 10 heures du soir :

Mardi : Histoire universelle, géographie.

Mercredi : Arithmétique, géométrie (méthode concrète).

Jeudi : Dessin, peinture, sculpture, visite de musées.

Vendredi : Physique et chimie expérimentales.

Samedi : Solfège et violon.

Dimanche : Excursions ou visite d'ateliers.

Pour renseignements, matériel d'enseignement, livres, fonds, s'adresser à E. Martin, 83, rue des Pyrénées.

— **Théâtre Libertaire.** — Dans le but de constituer une troupe théâtrale et un orchestre libertaires sérieux, nous faisons appel à tous les camarades, artistes dramatiques, lyriques ou instrumentistes, auteurs, chansonniers, etc., décidés à se joindre à nous.

S'adresser au camarade Léon Israël, 13, cité Riverin, Paris (X^e^).

— BESANÇON. — Les camarades se rendant ou étant en garnison à Besançon, sont priés de se mettre en relation avec le groupe de la **Jeunesse antimilitaritse**, café de la Gaîté, 5, rue Bersot.

— AVIGNON. — **L'Université populaire** fait appel à tous ceux qui reconnaissent que l'instruction et l'éducation du peuple sont utiles, à venir grossir le nombre de ses adhérents.

Une bibliothèque importante est à la disposition de tous les membres.

Les inscriptions sont reçues au local, rue Bancasse, 13. Cotisations minimes. L'U. P. est ouverte tous les soirs de 8 à 10 heures et le dimanche de 9 heures à midi. Réunion générale le premier dimanche de chaque mois.

— AIGLEMONT. — Lorsque je m'installai à Aiglemont dans le but de commencer une colonie communiste, les camarades prirent l'habitude de correspondre avec moi.

Heureusement depuis et progressivement notre nombre s'est accru et nous sommes aujourd'hui douze.

Le caractère impersonnel d'une tentative comme la nôtre doit se manifester dans tous les détails, *c'est ce qui me fait prier* les camarades d'adresser tout ce qui concerne la colonie, renseignements, souscriptions, communications, à l'adresse suivante :

Colonie communiste d'essai à Aiglemont (Ardennes).

FORTUNÉ HENRY.

Nous recevons au dernier moment, mercredi, une foule de communications. — Trop tard pour ce numéro. — Je renouvelle : mardi au plus tard.

— **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Meetings antimilitaristes :

Vendredi 28 octobre, salle de l'Etoile d'Or, avenue d'Italie (13^e^). Orateurs inscrits : Ludovic Chemel : L'Idée de Patrie ; Pierre Monatte : L'Armée instrument du Capital ; Charles Malato, Delalé.

Samedi 29 octobre, salle de la Justice de paix de Levallois-Perret (Mairie). Orateurs inscrits : Georges Régnier : L'Idée de Patrie ; Ansbert Frimat : L'Armée instrument du Capital ; Le Blanc.

Dimanche 30 octobre, salle Germain, avenue des Batignolles à Saint-Ouen. Orateurs inscrits : Ansbert Frimat : L'Armée instrument du Capital ; Pierre Monatte : Le Régime militaire ; Griffuelhes, Laval.

Dimanche 30 octobre, salle de la Liberté, place Armand-Carrel (18^e^). Orateurs inscrits : Georges Régnier : L'Idée de Patrie ; Henri Grégoire : Le Régime militaire ; Victor Méric.

Mercredi 2 novembre, salle Gambrinus, 209, rue de Charenton. Orateurs inscrits : Ansbert Frimat : L'Armée instrument du Capital ; Ludovic Chemel : L'Idée de Patrie ; Roger Sadrin.

Jeudi 3 novembre, salle Ludo, 85, avenue de Clichy (17^e^). Orateurs inscrits : Henri Grégoire : Le Régime militaire ; Ludovic Chemel : L'Idée de Patrie ; Liard-Courtois : Les Guerres. — Entrée : 20 centimes.

— **Jeunesse Libertaire du V^e^.** — Lundi 31 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Eden du Temple, 49, rue de Bretagne, conférence publique et contradictoire par Paraf-Javal. Sujet : L'Absurdité des soi-disant libres penseurs. Entrée : 0 fr. 30.

— **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy. — Vendredi 28. Amédée Rouquès : Art et Art social. — Mercredi 2, à 8 h. 1/2, Conseil d'administration ; à 9 heures, Alavaille : L'Enseignement rationnel. — Vendredi 4. D^r^ Pozercki, de l'Institut Pasteur : La Reproduction des êtres vivants.

— **A. I. A. du XX^e^.** — Réunion lundi 31 octobre, salle Landry, 128, boulevard Ménilmontant.

— **Le Milieu Libre**, 22, rue de la Barre (18^e^ arr.). — Jeudi 3 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par un camarade.

— **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre.— Tous les samedis à 8 h. 1/2, causerie ; tous les soirs, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 ; répartition des denrées (dimanche excepté). — Métro : station Anvers.

— BOURG-LA-REINE. — **Veillées ouvrières.** — Réunion samedi 29 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Michel, 99, Grande-Rue : Les Travaux de Pasteur, par A. Leseurre.

— NOISY-LE-SEC. — **Association internationale Antimilitariste.** — Réunion le samedi 29 octobre, à 9 heures du soir, salle Comaille, 3, place Jeanne d'Arc, causerie par le camarade Miguel Almereyda sur l'A. I. A.

— BEAUNE. — **Section de l'A. I. A.** — Réunion tous les jeudis et les 1^er^ et 3^e^ dimanches du mois chez le camarade Marillier, 68, faubourg Madeleine.

— MARSEILLE. — **Jeunesse Syndicaliste Révolutionnaire.** — Dimanche 30 octobre, à 9 heures du soir, réunion générale ; questions du manifeste de la Jeunesse de Paris, projet de fédération.

Les camarades sont avisés que si les réunions ne sont pas plus fréquentées, il ne sera plus fait aucune convocation.

— LYON. — **Jeunesse Libertaire.** — Dimanche 30 octobre, soirée familiale, 26, rue Paul Bert, salle Chamarande, à 8 heures du soir ; causerie par un camarade.

Depuis six semaines, la Jeunesse Libertaire envoie régulièrement des journaux et brochures anarchistes à une série de 100 adresses, choisies pour la plupart et de préférence dans les campagnes. Le bénéfice de la soirée est destinée à cette propagande. Les camarades qui ont des journaux en assez bon état peuvent les apporter.

— SAINT-ETIENNE. — **La J. S. de Saint-Etienne** organise pour le départ de la classe, le 6 novembre, une grande conférence antimilitariste. Orateurs : Francis Jourdain et Miguel Almereyda. Conférence suivie de concert-bal.

— SAINT-JUNIEN. — **La Jeunesse socialiste** organise pour le 1^er^ lundi du mois une ballade d'adieu à Oradour ; bonne occasion de propagande. Les camarades qui désirent y participer sont invités à aller se faire inscrire tous les dimanches de 11 heures à midi, salle de la J. S.

Les chanteurs Dartout, Chadourne, Chabernaud et Bernard seront de la partie.

Le camarade Gateau est prié d'apporter la musette et les brochures.

— VERRIÈRES-LE-BUISSON (Seine-et-Oise). — **Pensée Libre.** — Samedi 28 octobre, à 8 h. 1/2, salle Botte, 38, rue de Paris, conférence par G. L'Endehors : Vers la Cité future.

Organisation de meetings régionaux.

C., à Amiens. — Le journal du camarade A. D. était envoyé rue Potier, 6.

O. B., à Démuin. — Le journal sera envoyé à l'adresse.

G., à Creuzier-le Vieux. — Oui, le prix de souscription, 3 francs jusqu'au 1^er^ décembre seulement.

A. B. — D'ouvrage traitant scientifiquement le spiritisme, ce ne peut être qu'une réfutation. Je n'en connais pas. Mais je pose la question à des camarades plus calés.

L. P. — Ma foi, le passage de Flaubert me semble à double tranchant. Il y a là le dédain du littérateur contre tous ceux qui veulent un état social meilleur.

G. B. — Evidemment, la pièce a de bons passages ; mais elle est un peu trop faite pour flatter le goût bourgeois.

F., à Gavres. — Il n'y a d'utilité à demander le service du journal que là où nous sommes assurés qu'on le prendra quelque temps.

C. H., à Tully. — Numéro réexpédié.

M. C. — L'Idée d' « Epouvantail » n'est peut-être pas très neuve, mais j'utiliserai peut-être. Merci pour le renseignement.

Morat, à Paris. — Entendu.

Reçu pour le livre pour enfants : M. M., à Dijon, 1 fr.

Reçu pour le journal : P. P., à Cazes, 1 fr. — H. C., à Gens, 0 fr. 50. — F. S., à Marseille, 2 fr. — Compagne E. C., à San Francisco, 12 fr. 95. — M. F., à Orléans, 2 fr. — R., à Marseille, 2 fr.

E. J. C., à « La Protesta », Buenos-Ayres. — D., à Limoges. — H. L., à Fleury. — C., à Villemandeur. — G., à Montreuil. — B., à Lyon. — P. V., à Montreuil-sur-Blaise. — H. M., à Paris. — B. J., à Pont-de-Beauvoisin. — G., à Roanne. — O., à Savigny. — D., à Lyon. — Jeanquimarche. — A. L., à La Varenne Saint-Hilaire. — L. M., à Paris. — C. et D., à Mostaganem. — C., à Rouen. — G. E., à Liège. — L. C., à Lorette. — H., à Nancy. — J. C., à Lorient. — W. C., à Charleroi. — D., à Bruxelles. — Morat, à Paris. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.